

Egz. archiwalny (BL)

LE
PANSLAVISME

PAR
LÉON SYROCYNSKI

(Extrait de la REVUE DE BELGIQUE, 15 juillet 1869)

BRUXELLES

IMPRIMERIE DE V^o PARENT ET FILS, 17, MONTAGNE DE SION

1869

LIBRARY

LE
PANSLAVISME

PAR

LÉON SYROCZYNSKI

(Extrait de la REVUE DE BELGIQUE, 15 juillet 1869.)

INSTYTUT
BADAŃ LITERACKICH PAN
BIBLIOTEKA
00-330 Warszawa, ul. Nowy Świat 72
Tel. 26-68-63

BRUXELLES

IMPRIMERIE DE V^e PARENT ET FILS, 17, MONTAGNE DE SION

—
1869



5647

LE PANSLAVISME.

Le xix^e siècle a déjà fourni bien des preuves de cette vérité : qu'il ne suffit pas de fermer les yeux sur un danger pour l'éviter, qu'une calamité sociale ou politique, par cela seul qu'elle est déclarée criminelle et impossible, n'est pas pour cela conjurée. — Cependant, nous sommes portés à croire que les hommes politiques de l'Europe font un nouvel essai de ce genre.

La question du panslavisme, soulevée dans ces derniers temps, menace l'avenir de l'Europe. Et pourtant, bien des gens qui se laissent émouvoir par n'importe quel agrandissement territorial, voient grandir avec indifférence la prépondérance de la Russie sur les peuples slaves. D'autres croient que tout est dit quand ils ont reconnu, dans la propagande russe, le caractère général des peuples Touraniens, qu'on prétend être portés à abdiquer facilement leurs libertés et leurs droits individuels au profit de la domination politique. De telles théories ne portent évidemment remède à rien ; elles servent uniquement à prouver que l'opinion publique se méprend sur la portée du bouleversement général qui se produirait du jour où la Russie s'appuierait sur l'Adriatique comme sur la mer Blanche, et disposerait de l'Oder comme du Volga. Telles sont, en effet, les limites que lui assignent les panslavistes, et, tout d'abord, et par cela seul, on voit que le panslavisme ne porte pas en ses flancs le respect de la paix européenne.

La plupart des publicistes qui se sont occupés du panslavisme l'identifient avec la politique ambitieuse et conquérante du gouvernement russe. C'est pourquoi ils veulent le combattre par les armes et par la diplomatie, et ils ont raison. Mais ils se sont plutôt occupés de sa forme actuelle et de ses effets extérieurs que de son principe et de ses causes intimes. En effet, identifier le panslavisme avec la

politique russe dans la question d'Orient, c'est le réduire à donner un nom aux menées du cabinet de Saint-Pétersbourg. La Russie, on le sait du reste, agit dans le dessein d'empêcher l'entente des peuples de l'empire autrichien avec leur gouvernement, et de créer des embarras continuels au grand malade de Constantinople et à ses protecteurs d'Occident. Mais, si elle appuie ses projets d'envahissements sur le nom des Slaves, c'est évidemment que ce nom représente une force et que ses menées trouvent là un principe de vie, qu'il serait aussi imprudent à l'Europe de ne pas voir et de ne pas repousser, qu'il est de bonne ruse et de bonne ambition pour la Russie de l'exploiter en le détournant de ses véritables voies.

Nous ne pouvons négliger ce point de vue trop souvent laissé dans l'ombre. Mais, allons d'abord aux faits.

I

Le Panslavisme, dit-on, est une nouvelle phase de la politique qui fit de Catherine II et de ses successeurs les protecteurs des intérêts religieux de tous les grecs-orthodoxes. Des formes plus modernes, avec plus d'énergie qu'alors, caractériseraient seulement le nouveau système russe.

Certes, nous admettons l'unité de conception dans les agrandissements successifs de la Russie et nous admettons aussi la diversité des formes d'application. Personne pourtant n'aurait prévu dans les procédés cavaliers de Pierre I avec le clergé de son pays, un germe de la protection des Grecs-orthodoxes, laquelle a fourni les principaux éléments à la politique russe trente ans après. Personne aussi ne se serait douté que ce gouvernement, — aux prises avec un grand peuple slave, luttant corps à corps avec une nationalité toujours indomptée : la Pologne, — songerait à se proclamer le champion des Slaves et le partisan du principe des nationalités.

Mais la Russie est-elle donc une puissance slave? — Grâce aux savants travaux de M. Henri Martin, l'opinion en France se prononce chaque jour davantage et à bon droit contre l'origine slave des Russes. C'est, toutefois, M. Duchinski, de Kieff, vice-président de la Société d'Ethnographie de Paris, qui a le plus lutté contre l'opinion de l'origine slave des Russes. Ses publications, les documents qu'il présente, l'autorité due à son nom et, ce qui plus est, les assertions de beaucoup d'auteurs (quand on comprend bien ce qu'ils veulent dire), confirment pleinement son système. En effet, si

l'on retranche de la Russie ses provinces polonaises, il lui reste, en Europe, près de quarante millions d'habitants. Personne n'ignore que, dans ces quarante millions, outre les Russes proprement dits, qui se rattachent à la race slave, il y a des Tchérémisses, des Mordwa, des Wotiaks, des Tatars, des Turkomans, des Baszkirs... Mais on ne se doute même pas de leurs proportions; les statistiques russes, détaillées dans les cours de géographie qu'on enseigne dans le pays, et où la population est donnée séparément pour chaque province, nous autorisent parfaitement à dire que, en 1856, il n'y avait, d'après les recensements, que trois millions deux cent mille Slaves en Russie. Remarquez bien que c'est sans compter les provinces polonaises; avec elles, il y aurait seize millions de Slaves.

M. Delamarre, député au Corps législatif, s'est rallié aux idées de M. Duchinski, lors de la discussion du budget du Ministère de l'Instruction publique, en 1867, et M. Bonnet, auteur d'un article sur le panslavisme dans l'*Annuaire encyclopédique pour 1867*, a dit : « Le sang ouralien domine, il est vrai, presque exclusivement dans la partie orientale et centrale de la Russie, mais la race slave couvre toutes les provinces occidentales de l'empire, rayonnant jusqu'à Moscou, où le mélange de deux éléments est sensible. » Mais, comme la partie occidentale n'est pas la Russie, pouvait-on dire mieux que la population de la *Russie proprement dite* n'est pas slave?

Notre meilleur argument, déjà cité par M. Duchinski, c'est une impératrice qui nous le fournit. Catherine II, par un rescrit impérial, proscrivit en Russie la théorie de M. Stritter, qui, s'occupant de l'histoire des Russes, avait avancé, il y a bientôt cent ans, l'opinion de leur origine fino-tourannienne. Le *Journal du Ministère de l'Instruction publique de l'Empire russe*, livraison du mois de janvier 1835, contient le mémoire qui fut adressé alors à la commission chargée de la publication des livres destinés aux écoles. A l'occasion du système émis par le savant allemand, il y est dit :

« A. Il se lèverait un scandale dans toute la Russie, si vous admettiez l'opinion de M. Stritter sur l'origine finoise des Grands-Russes.

» B. Ce scandale et cette répulsion des Russes ne sont pas des preuves de peu d'importance que leurs origines sont différentes.

» C. Quoique les Russes diffèrent des Slaves naturellement, par les origines, il n'y a pas entre eux de répulsion.

» D. De quel pays est M. Stritter? Il a certainement un système de nationalité au profit duquel il dénature les faits. »

Il ne reste donc nul doute à ce sujet, et l'opinion générale se rap-

proche de plus en plus de la vérité. Pourtant, cette question de l'origine des Russes est, en somme, de peu d'importance. Objet de profondes études scientifiques, elle est discutée dans des ouvrages souvent inabordables au public, et dont le résultat s'effacera toujours devant une action suivie et décidée. La Russie se proclame nation et puissance slave, soutient les intérêts de ces nations : cela suffit en politique.

Acceptons donc, comme un fait, que la Russie agisse en puissance slave. Mais comment agit-elle? Quels sont les ressorts de ce mouvement que tout le monde signale avec inquiétude? Et quel avenir le panslavisme réserve-t-il aux nations slaves et à l'Europe?

C'est justement ce phénomène que l'on observe de tous côtés, dont les incidents et les faits isolés sont rapportés dans les journaux politiques, comme les symptômes des menées russes en Gallicie, en Bohême, en Transylvanie, en Serbie. Il est inutile d'en détailler ici le tableau. La portée de ce mouvement nous importe davantage, et la lecture d'un article de M. Julien Klaczko, dans la *Revue des Deux-Mondes*, 1867, sur le Congrès ethnologique de Moscou, peut nous renseigner bien plus utilement. En effet, le Congrès slave, à Moscou, fournit à lui seul les caractères essentiels de la propagande russe et la lumière nécessaire pour la juger; nulle part, la tendance ne s'est affirmée aussi publiquement et officiellement que dans cette assemblée, où les ministres russes de l'Intérieur, des Affaires Étrangères et de l'Instruction publique prirent successivement la parole. L'histoire de ce Congrès a été faite plusieurs fois; les détails qui suivent sont empruntés à M. Julien Klaczko.

Une exposition ethnologique fut organisée à Moscou; elle devait d'abord réunir les types divers des peuples formant l'empire de Russie, avec leurs armes, leurs costumes, leurs habitations, leurs ustensiles domestiques, et représenter ainsi tous les produits du pays et toutes les forces dont peut disposer le Tsar; plus tard, on y ajouta les types de tous les peuples slaves, pour représenter l'effet que produirait *la Patrie slave*. En somme, c'étaient des mannequins habillés en costumes nationaux, classés en groupes, représentant les coutumes de ces divers peuples, et réunis autour de la loge impériale comme autour d'un centre symbolique. Cette exposition, qu'on a célébrée aussi sous le « rapport de l'art », ne paraît pas avoir été au-dessus de ces musées qu'on promène de foire en foire dans les petites villes. M. Katkoff en fut scandalisé au point de déclarer nettement dans son journal : que tout y était grossier et grotesque; que de telles expositions ne feraient pas admirer la Russie à ses hôtes slaves; que, dans le groupe Grand-Russe, qui devait représenter

toute la sève de l'Empire, on chercherait en vain les signes de cette force mystérieuse qui attire et assimile les races environnantes : « Nous restons ébahis, dit-il, devant cette masse sans physionomie ni sens. »

Mais le sens ne manquait pas à l'aigle moscovite, prêt à prendre son vol.

L'exposition ethnologique fut l'occasion de la réunion d'un Congrès slave, ou plutôt l'exposition ne fut bientôt plus qu'un incident insignifiant auprès du Congrès; les Slaves la visitèrent en une heure; un convoi spécial avait amené plus de cent personnes, pédagogues, avocats et journalistes des différents pays slaves; on les promena par Varsovie, Vilno, Saint-Pétersbourg, jusqu'à Moscou. Les Russes sont passés maîtres dans l'art de paraître. Ici, les frais de voyage n'étaient pas élevés; un train-express, avec des wagons tous de première classe; partout des banquets, et rien à déboursier, cela suffit pour ravir les hôtes slaves. Les Russes, dans des discours bien calculés, leur traçaient une politique à suivre; les Slaves portaient des toasts : A la gloire et à la grandeur du peuple russe, créé par Dieu lui-même pour être le défenseur et le gardien de la nationalité slave! A la prospérité de l'armée russe, qui permettra à la Russie de faire de la fraternité une vérité (1). C'était à qui témoignerait le mieux de la reconnaissance présente et à venir des Slaves pour toutes les peines qu'on se donnait pour eux. Pas une question indiscreète, pas une observation naïve ne vint troubler l'entente. La Russie fut glorifiée comme puissance slave et panslave, appelée à libérer l'Orient européen, à ressusciter le monde slave sur les ruines du Latino-Germanisme, corrompu par ses propres vices et son exclusivisme stérile. — L'honneur et la puissance de la Russie y sont engagés, disait-on; c'est elle qui doit assurer ce grand avenir que la Providence réserve à la grande race slave pour fonder la grande ère, en vue de laquelle les anges du Seigneur forgent déjà la croix de la Basilique de Sainte-Sophie.

Le but du Congrès était moins de se concerter avec les chefs des partis des différentes nations slaves, que de montrer aux peuples russes, comme aux autres nations, les liens qui les unissent, de fasciner les esprits simples, les imaginations naïves de ces peuples déshérités, et de permettre un jour aux meneurs de passionner la

(1) M. Aksakoff, lors du Congrès de Moscou, dit en son discours prononcé à Sokolniki : « La mission de la Russie est de réaliser la fraternité slave dans la liberté; tout peuple slave qui devient infidèle à cette mission commune, qui se détourne de ses frères et les renie, renie par là même sa propre existence et doit périr! »

foule au nom du panslavisme. C'est pourquoi, à Saint-Pétersbourg par exemple, on organisa une allée et venue continuelle de paysans russes, à l'hôtel réservé aux hôtes slaves ; à Moscou, une foule embauchée se rua littéralement vers eux. On avait aussi en vue la reconnaissance officielle du lien moral de la Russie avec les Slaves, d'un lien qui autorisât une union pour arriver à former un *Peuple-géant*. Le Congrès convint, en outre, que la langue russe serait adoptée pour les rapports entre tous les peuples et pour leur littérature commune ; et, en effet, des chaires de langue russe furent créées à Agram, à Prague, etc., et c'est en russe qu'un nouveau journal, publié à Vienne, (*l'Aurore slave*), se consacre tout entier à la propagande panslaviste.

Après le congrès de Moscou, il n'est plus permis de douter que la Russie n'emploie, pour se rallier les nationalités slaves, tous les moyens indirects et tous les moyens directs, hors l'occupation militaire à laquelle elle n'est pas préparée pour le moment. Visites et voyages de souverains, dons religieux et littéraires, subsides aux journaux, écoles et églises confiées à des agents dévoués, un vice-consul à Lemberg, la capitale de la Gallicie et le centre du parti ruthène, etc. De nouveaux faits sont signalés tous les jours ; mais ce qu'on sait moins, c'est que le peuple moscovite, esclave qu'il est, mais esclave rusé, impérieux et violent, commence à se passionner, à croire qu'il a des frères à défendre en Europe, et qu'on lui retient une part légitime de son avoir et de sa puissance.

Le but qu'on veut atteindre est d'établir un lien *moral*, mais bien serré, entre les Slaves et la Russie, et il est bon de se rappeler que c'étaient aussi des conquêtes *morales* que la Prusse déclarait vouloir faire en Allemagne, et que c'est le lien *moral* de la Confédération Germanique avec les pays au delà du Mein qui tient aujourd'hui l'opinion et les forces de la France sur le qui-vive.

II

Les limites de ce travail ne nous permettent pas de présenter les détails de la propagande russe, d'insister sur les différences que l'on y introduit, lorsque l'on s'adresse aux Slaves de la Turquie, ou aux populations soumises à l'Autriche ; combien, dans ce cas, on leur trace un tableau saisissant de ce qu'on appelle les perfides insinuations des puissances occidentales ; comment on leur représente tout ce que la dignité nationale, la religion elle-même souffriraient, si les Slaves du Sud s'adressaient à qui que ce soit,

autre qu'à la Russie, pour sauvegarder leurs intérêts et pour les défendre contre les Musulmans!

Voyons plutôt quels sont les effets de cette propagande et quelle est son influence acquise dans les différents pays.

M. Charles de Mazade a donné dans la *Revue des Deux-Mondes* un tableau suffisamment exact des dispositions des divers pays slaves à l'égard de la Russie. Des relations personnelles nous ont permis aussi de réunir quelques données sur ce point. Constatons aussitôt que la Moldo-Valachie nous paraît être le pays le plus profondément atteint de la propagande, et la Serbie, sa voisine, le moins. C'est que dans le premier pays, l'action de la Russie n'est pas directe, mais s'exerce par l'intermédiaire du cabinet du prince Charles de Hohenzollern et d'une Chambre dans laquelle une consortéria toute-puissante dispose à son profit du gouvernement et n'hésiterait pas à disposer du pays lui-même; — tandis que dans l'autre, les Serbes se gouvernent eux-mêmes et sont arrivés à vaincre, par une persévérance courageuse et un patriotisme sincère, les efforts de l'autocratie. Les Serbes sont restés plus fidèles que les autres nations slaves au culte de leurs traditions, la vie de famille a été pour eux comme un sanctuaire au sein duquel ils ont conservé les coutumes, les usages et les idées nationales. Là, dans ce foyer domestique, se sont formés des hommes braves et généreux qui surent choisir un jour pour se délivrer de leurs oppresseurs, et ce jour fut celui où leur anéantissement semblait le plus prochain. Une foi religieuse et patriotique animait leurs actions; et, quand leurs efforts furent couronnés de succès, ils se montrèrent capables de se gouverner librement, de s'administrer régulièrement et de passer de la dictature militaire à un gouvernement parlementaire et national que pourraient leur envier bien d'autres peuples, plus avancés dans la civilisation. Aussi, aucune nation slave n'a montré autant de bon sens que les Serbes vis-à-vis de la propagande russe. La Russie les avait aidés certainement et elle avait été leur seul appui lors de la guerre de l'indépendance, et, depuis, les agents russes n'y ont pas travaillé moins qu'ailleurs. Cependant les Serbes sont bien loin de compter sur eux. Le parti des *Grands-Serbes* rêve une grande Serbie par l'annexion de tous les Serbes soumis à la Turquie et à l'Autriche; il rêve une vengeance de la bataille de Kossowo; mais il ne s'adresse pas pour cela à la Russie. N'est-ce pas là une preuve que les nations slaves, si elles étaient libres, rabattraient de leur sympathie pour le tout-puissant Tsar?

Les Ruthènes de la Gallicie, qui demandent si chaleureusement que la Russie franchisse le Rubicon et coure à leur délivrance,

sont en contradiction flagrante avec un grand nombre de leurs nationaux, qui ne se sentent pas aussi bien que l'on croit sous le sceptre du Tsar. Ce dernier fait mérite une attention particulière, car il nous semble d'une grande importance pour l'avenir. Les Ruthènes, en effet, occupent plusieurs provinces qui faisaient jadis partie de la Pologne; ils n'avaient pas toujours été satisfaits dans leurs réclamations par la république polonaise, et une partie d'entre eux se donna assez librement à la Russie en 1654; l'autre fut annexée, lors du premier partage de la Pologne. Eh bien! on sait que rien n'est resté des privilèges des Kozaks, si solennellement proclamés et jurés par les empereurs russes; mais on ignore que, quand ces mêmes Ruthènes qu'on pousse en Gallicie contre les Polonais et contre l'Autriche, demandent à pouvoir imprimer des livres dans leur dialecte national, avec un alphabet tant soit peu différent du russe, la censure préventive ne le permet pas. Instruire le peuple en Russie n'est guère vu d'un bon œil; mais l'instruire en développant son caractère national, cela ne s'est jamais permis. Un peu avant la dernière insurrection polonaise, le gouvernement parut faire certaines concessions; on rappela de l'exil le poète national de la Ruthénie: Taras Szewczenko, et l'on remit en fonction le professeur Kostomarow et quelques autres personnes condamnées comme lui pour s'être inspirées du sentiment national; mais M. Annenkow, général-gouverneur à Kieff, déclara carrément que, pourvu que les Polonais fussent vaincus, il détruirait d'un coup tout le parti ruthène. Certes, il y a des Ruthènes (Petits-Russiens), qui en sont encore aujourd'hui à bénir le gouvernement russe et à crier vengeance contre la Pologne; mais ce sont des fonctionnaires ou des agents du gouvernement; les hommes qui tâchent d'y composer un parti national, sont franchement ennemis de l'empire.

Et la Bohême! et Prague! ce pays classique du panslavisme! ce peuple dont certains poètes ont comparé l'hymne national russe au célèbre chant *Wo ist des Deutschen Vaterland* de Arndt! cette nation qui a donné seule des représentants notables au congrès de Moscou et qu'à leur tour les Russes entourent de toutes leurs galanteries et amabilités! Est-elle bien sincèrement pour la Russie? Les Tchèques seraient-ils sourds quand les journaux russes leur rappellent que la nation et l'État panslave n'auront qu'une langue, qu'une religion et certainement qu'une seule Église établie? Leur épargnerait-on les invectives pour l'entêtement qu'elles montrent à maintenir la place littéraire que leur dialecte a le droit d'occuper? Des patriotes, comme M. Fryez, ont déjà fait leur profession

de foi, et M. Rieger lui-même n'oubliera certainement pas qu'il n'a pu finir son discours politique lors du congrès de Moscou, lorsque, s'écartant des lieux communs et des phrases stéréotypées, il voulut toucher à la question polonaise.

Ce serait tomber dans une grave erreur de supposer que les faits qui précèdent, atténuent le danger dont le panslavisme menace l'Europe, ou le rendent moins imminent. Ces faits prouvent contre le prétendu droit de la Russie, mais rien contre sa force. La Russie trouvera toujours dans chacun de ces pays des gens capables de l'y appeler et de lui donner une raison suffisante d'intervenir. Toute annexion sera facilement justifiée, dans la suite, par l'imprescriptible droit *slave* et par le principe des faits accomplis. Mais, en ce qui concerne la propagande russe, propagande dans laquelle ce grand État déploie toute sa force, nous maintenons qu'elle n'est représentée parmi les Ruthènes rien que par des agents salariés, qu'elle ne prend racine ni en Bohême, ni en Transylvanie, qu'elle ne trouve aucun écho en Serbie et que, si dans la Moldo-Valachie ses progrès sont plus considérables, c'est par l'action diplomatique qui s'exerce sur le cabinet du prince Charles de Hohenzollern, et non sur le peuple.

Si l'on suit pas à pas la propagande panslaviste des dix dernières années, on voit aussi qu'elle n'est point uniforme. Travaillés par les agents russes, et ne trouvant que déceptions dès qu'ils veulent chercher des garanties pour leur développement national, dans les constitutions plus ou moins libérales de l'Autriche ou dans les traités internationaux de la Turquie, les peuples slaves semblent parfois, dans la personne de leurs chefs intellectuels, incliner visiblement vers la Russie, et alors il paraît hors de doute que la politique russo-slave a prévalu. Mais il se produit chez les hommes tenus pour acquis à la Russie bien des revirements subits et de nature à faire grincer des dents à M. Katkow et à ses journalistes de Moscou ; et la Russie elle-même varie d'intensité dans sa propagande.

N'y aurait-il pas à trouver une cause plus profonde à ce mouvement panslaviste, une cause qui expliquerait comment la propagande russe, toujours possible auprès des Slaves, ne les satisfait jamais, une cause qui rendrait compte de tous ces mouvements en sens contraire qui, de prime abord, paraissent singuliers.

Pour cela, il faut revenir un peu en arrière et considérer la vie intérieure de la Russie, de la Pologne et des Slaves.

III

Quant à la Russie, nous ne pouvons évidemment pas chercher le nom du premier qui conçut l'idée de se servir de la communauté de la race slave, ni l'année où il exposa ses projets. Il est de fait que c'est seulement depuis le règne actuel, et même, à la rigueur, depuis la dernière insurrection polonaise, que la Russie a ostensiblement arboré le panslavisme. Dès le début, vers 1856, le parti des *Slavophiles*, représenté par un ou deux journaux, par MM. Aksakow, Samarin et *tutti quanti*, était bien loin de dominer les autres partis, et se trouvait singulièrement embarrassé par M. Czernyszewski, qui venait de publier un célèbre article sur le manque de tact national, article écrit à l'adresse des Slaves du Sud, dont certaines fractions se rapprochaient de la Russie. Alors, le panslavisme fut prôné par les uns, combattu par d'autres, et il en serait resté là, si le « recueillage » de la Russie après 1855, n'eût changé la situation. Le travail intérieur qu'on inaugura alors, s'annonça, on ne peut le nier, par des intentions réformatrices; mais on n'aboutit bientôt qu'à la conviction de son impuissance. L'histoire de ce temps n'est pas faite. L'imagination est encore sous l'influence des grands mots que lance à l'adresse de l'Occident le *Journal de Saint-Petersbourg*. Mais, en réalité, qui aurait pu prendre l'initiative d'une vraie réforme et d'un réel progrès? Est-ce le chef de l'État, ou ce gouvernement qui est le modèle le plus achevé du despotisme, étouffant par la centralisation toute vie provinciale et individuelle? Est-ce la noblesse, blessée, par l'émancipation des serfs, dans son amour-propre plus encore que dans ses intérêts matériels, et n'ayant du reste aucun droit constitutionnel? Est-ce le peuple, à qui, après une discussion de quatre ans, on donna un peu de terre à un prix élevé, et une organisation communale plus favorable au despotisme, plus bureaucratique et souvent plus corruptrice que ne l'avait jamais été tel ou tel hobereau russe? Détrompons-nous : sous ce rapport, les réformes russes ne sont que des changements de forme et des changements de couleur; au fond, le régime reste le même; toutes les lois, décrétées ou retirées, ne sont que des faits matériels; et nul progrès moral! nulle élévation de la dignité humaine!

L'émancipation des serfs a mis surtout la chose en évidence; il

fallut bien souvent la force militaire pour mettre à exécution l'acte de libération, et il en résulta, d'un autre côté, une mise à nu de toutes les plaies qui rongeaient l'empire et un véritable état de crise. La révolution polonaise permit au gouvernement, il est vrai, de se débarrasser d'une grande partie des mécontents, en leur jetant en pâture des places de commissaires *ad hoc* et de juges de paix dans les provinces polonaises assez riches pour payer. De plus, une grande partie de la jeune Russie passa au camp du gouvernement, patriotes avec Katkoff, légistes avec Milutin et Tscherkaski, héros avec Mourawieff. Mais le nihilisme russe avait envahi plus de personnes qu'on ne put créer d'emplois en Pologne, les appétits s'exagérèrent de plus en plus et mirent réellement en péril *la société*. Alors, ceux à qui un sens intime plus consciencieux avait indiqué le gouvernement comme coupable du gâchis qui embrassait tout le pays, furent envoyés en Sibérie, lors de l'attentat de Karakassow, et ceux qui n'avaient pas eu l'idée de s'en prendre au gouvernement, restèrent l'arme au bras, demandant un nouveau champ à leur activité, une nouvelle proie à leurs convoitises, un nouvel exutoire à leurs théories égalitaires et communistes. Pour cela, il fallait absolument une *plus grande patrie*, une patrie panslave. Le gouvernement s'est laissé déborder, dit-on. Eh! non! le gouvernement, au contraire, a saisi cette idée avec bonheur, comme un moyen de se préserver d'un débordement, en inondant le champ du voisin.

C'est ainsi que le panslavisme se présente, de la part de la Russie, comme une phase nouvelle de cette politique des Tamerlans dont le mot d'ordre est encore et toujours conquête et domination.

IV

Pour comprendre, d'un autre côté, les revirements subits dans les dispositions des Slaves vis-à-vis de la Russie, il faut se placer au point de vue tout moderne des *nationalités*.

Écartons d'abord une confusion de termes. Il est évident que le sentiment national n'est pas le sentiment de race, que tout ce que nous dirons de la légitimité du premier ne s'applique pas au second, et que demander le panslavisme au nom du principe des nationalités est non-seulement exagérer ce principe, mais en abuser complètement. La race est un lien tout physique, la nationalité est un lien moral. Une race, comme une famille, produit trop souvent des frères ennemis. Les hommes ont le droit de se grouper pour vivre,

sur le même sol, des mêmes droits et des mêmes mœurs, et constituer un être moral : une nation. Mais l'unité de race n'est pas plus nécessaire à ce groupement que l'unité de religion, etc. La fraternité des races, la liberté des cultes, des mœurs politiques communes, étant des principes supérieurs, sont des liens plus solides.

L'histoire contemporaine a vu éclore, pour ainsi dire, une nation tellement vivace qu'elle porte l'empreinte de sa personnalité jusque dans son type facial ; elle est composée de peuples de diverses races, de diverses religions, de divers climats, qui forment la nationalité puissante des États-Unis.

Des travaux récents, datant pour la plupart de cette année, ont établi que, dans la grande excitation d'esprit des peuples slaves, dans ce bruyant retentissement des protestations et des congrès qu'ils organisent, la diplomatie n'est pas l'unique mobile ; mais que l'ancien régime s'y débat avec un nouveau principe.

C'est à l'un des publicistes les plus distingués de la *Revue des Deux-Mondes*, à M. Emile de Laveleye, que nous devons la meilleure et la plus profonde étude sur la signification intime de l'agitation actuelle de l'Europe orientale, dont le panslavisme serait une des solutions. Dans ses récents travaux sur l'Autriche depuis la guerre de 1866, M. de Laveleye a abordé la question des nationalités avec une profondeur de vue remarquable, une clarté étonnante ; il a, d'un bond, franchi toutes les difficultés que présente toujours l'étude d'un problème de politique étrangère ; non-seulement il a expliqué en quoi consistait le principe des nationalités et ce qui constitue la question des nationalités en Orient ; mais il en a analysé les éléments, posé les limites en Europe, défini la valeur et la force, et mis au grand jour les principes.

M. de Laveleye appelle *question des nationalités* le conflit qui existe entre des populations ayant même origine, même langue, même tradition, mais faisant partie d'États différents et tendant à se réunir en un seul État, et leurs souverains respectifs, menacés dans leurs possessions territoriales. On comprend aisément que toute l'Europe orientale serait ébranlée par une telle transformation politique, quand on se rappelle que les Polonais sont partagés entre trois grandes puissances, que les Ruthènes se trouvent en Russie comme en Autriche et en Hongrie, que les Serbes, outre leur principauté, constituent une grande partie de la Turquie et plus d'une province en Autriche ; que les Slowaks sont dans le même cas, et que la Prusse et le royaume de Saxe comptent trois millions cinq cent mille Slaves. Rien qu'à voir la diversité des peuples qui constituent l'em-

pire d'Autriche et à supposer qu'une moitié seulement fût portée à changer de régime politique, on conçoit facilement que la couronne des Habsbourgs n'y tiendrait pas. La domination des Musulmans sur les chrétiens, et les vexations auxquelles ceux-ci sont exposés froissent trop nos sentiments, soulèvent trop régulièrement l'opinion publique et ont donné trop souvent lieu à des protestations de la part des gouvernements européens, pour qu'un changement de situation ne soit pas imminent.

Mais ce mouvement n'est pas exclusivement national, il est surtout politique; cette tendance à se constituer en états différents a sa source dans le besoin d'autonomie de chaque nation, dans sa volonté d'être libre et de se régir elle-même avec justice et équité; les causes intérieures, les lois qui gouvernaient ces peuples et qui leur furent généralement imposées par la force, les entraves que les gouvernements mettaient à toute réforme salutaire et surtout à l'introduction de la langue du pays dans la jurisprudence et l'enseignement, la prépondérance de la race dominante qu'on favorisait; en un mot : le déni de toute liberté, voilà les véritables causes, voilà les griefs dont la portée n'échappe à personne, et qui poussent les différents peuples à l'opposition, souvent à la révolution. Il suffit de passer ces griefs en revue pour voir qu'une partie d'entr'eux obtiendrait satisfaction, par le fait seul de la séparation; d'autres demanderaient un travail ultérieur, mais le droit de faire ce travail serait acquis; et on ne saurait contester que c'est pour sauvegarder les intérêts les plus légitimes et les plus naturels des hommes, pour faire respecter les droits imprescriptibles du citoyen, que les peuples de l'Autriche et de la Turquie se sont mis en opposition flagrante avec leurs gouvernements et que la *question des nationalités* est née. La répression despotique du développement national, les entraves que les gouvernements y suscitent, ont fait de cette question une mine toujours prête à sauter.

L'argument qu'on oppose toujours aux champions des nationalités, et qui demande une réfutation, parce qu'il est le plus répandu, sinon le plus sérieux, est : que la situation actuelle existe depuis longtemps, sans avoir donné lieu jusqu'à nos jours à des réclamations aussi violentes. Beaucoup d'autres personnes, sans être formées à la routine de la vieille diplomatie, en sont à se demander comment il se peut que des questions d'un patriotisme, qui peut paraître exclusif en présence de la civilisation moderne et de ses tendances cosmopolites, surgissent précisément lorsque les relations des peuples deviennent plus intimes? On oublie d'abord que c'est au prix des droits du peuple et de son travail que les anciennes institutions ont

pu s'établir et se maintenir. Ensuite, quelles sont les causes de ce mouvement des peuples? Ne sont-ce pas les plus grands principes et les plus grandes conquêtes dont s'enorgueillisse l'époque moderne : l'égalité de tous, la souveraineté populaire, le régime constitutionnel et parlementaire, les découvertes de la science, la diffusion des lumières, la culture de la philologie et des lettres?

« Oui, dit M. Emile de Laveleye, du moment où on est sorti du régime absolu, qu'on a cessé de regarder l'obéissance envers le souverain comme le premier devoir du citoyen, du moment où la conscience publique a réprouvé ce trafic des pays et des peuples, comme le traité de Vienne 1815 en présente encore un exemple, l'État a dû s'appuyer sur une autre base plus juste que la force, fût-elle traditionnelle. Quand les écoles sont fondées, les gens des campagnes et des ateliers apprennent à lire, à écrire, à connaître même les limites des États et la répartition des populations; quand les savants ont reconstitué, par la philologie et la mythologie, la physionomie des grandes races, et que l'instruction est assez généralisée pour qu'une recherche scientifique puisse devenir la passion de la foule, le sentiment national est né. Le patois, longtemps dédaigné, reçoit le poli de la culture littéraire dans un journal; la chanson ailée rappelant la gloire du passé, racontant les souffrances actuelles, pénètre partout, anime le peuple et lui fait rêver une grandeur que l'avenir lui peut réserver, s'il parvenait à s'unir à ses frères. Tout homme sorti de la foule qui ne devient pas instrument de l'oppression étrangère, entretient et attise ses inspirations, et voilà une nationalité toute faite, qu'il faudra bientôt satisfaire ou exterminer. C'est un travail analogue à celui qui conduisit à l'élévation du Tiers État; ici aussi, en s'éclairant, le peuple prend peu à peu conscience de lui-même, arrive à vouloir se diriger librement; si ce travail est lent, il n'est pas moins du genre de ceux que le despotisme ne peut faire reculer; pour l'arrêter, il faudrait arrêter tout progrès de la civilisation. »

On a prétendu que le mouvement national est factice. M. de Laveleye cite le travail de M. Eöströs, ministre de l'instruction publique en Hongrie, qui a montré quels sont les liens profonds qui rattachent cette agitation aux grands mouvements historiques, au christianisme, à la réforme.

Le docteur Charles Libelt, l'illustre écrivain polonais, député au Parlement de Berlin, trouve des accents éloquents et persuasifs, pour montrer l'union du mouvement national avec ce qu'il appelle la question sociale, c'est-à-dire avec la marche générale de l'humanité vers la réalisation de sa destinée. L'idée de M. Libelt, aussi philosophique que féconde en applications politiques, est que : les nations sont aussi nécessaires pour le développement général de

l'humanité que les familles pour la vie nationale. Sans la vie de famille, le but moral d'une nation serait faussé ou détourné ; sans les variétés nationales, l'esprit humain ne trouverait ni les sources de sa vitalité, ni la diversité de ses manifestations. L'humanité est l'ensemble des nationalités particulières ; les problèmes de l'humanité se résolvent avec le concours de chacune d'elles ; leurs tendances et leurs idées forment un tout harmonieux et concordant. Car toutes les nations concourent, en ce que leur génie leur indique, à la réalisation du progrès ou de l'idée générale qui préside aux destinées humaines. « Sans cela, dit M. Libelt, l'harmonie des nations n'existerait pas, et elles-mêmes n'auraient ni but supérieur ni raison d'être. »

Le mouvement des nationalités est donc bien une phase, un moment du progrès de la civilisation ; ses effets peuvent être maintes fois révolutionnaires, mais ils seront toujours bienfaisants ; les alarmes que l'on conçoit à ce sujet ne peuvent s'expliquer que par l'ignorance des causes de ces évolutions et des principes de la vie sociale.

Me demandera-t-on en quoi l'idée des nationalités se rattache au panslavisme ? Je répondrai que le seul vrai panslavisme est là. Il n'y a, en effet, ni une nation slave, ni une langue slave ; il y a des nations slaves. L'État qui serait formé par l'union de ces nations différentes, serait une puissance panslave ; à ce point de vue, le panslavisme serait la propagande d'une fédération politique des peuples slaves. Il se présente d'abord comme but, but fort discutable du reste ; puis, de sentiment national qu'il est au début, il devient à la fin sentiment de communauté de race. Mais le panslavisme (c'est un point très-important) se présente surtout comme *moyen*. Les peuples slaves sont aujourd'hui lésés dans leurs droits par la Constitution de l'Autriche, comme par l'anarchie administrative des Turcs ; ils se voient sacrifiés à des intérêts qui leur sont complètement étrangers, comme, par exemple, quand on les met dans l'avant-garde des armées prussiennes ou autrichiennes, lors de la guerre de 1866, ou quand des régiments, entièrement composés de Slaves, restent sur le champ de bataille de Solferino. Ils aspirent à la vie et au gouvernement de soi-même. Une occasion se présente de s'appuyer sur la Russie, qui ne néglige jamais de se proclamer Slave, protectrice des intérêts de ses coreligionnaires et de ses nationaux ; ils s'y laissent prendre. Bientôt, cette idée de l'union slave, énoncée d'abord vaguement sous la forme d'un rêve poétique, a pris corps ; on s'est habitué à considérer l'appui de la Russie comme condition *sine quâ non* de la réussite, et de le rechercher par consé-

quent. C'est ainsi que s'est dessiné le programme politique de certains partis slaves en Autriche, en Turquie, et ce programme est officieusement proclamé aujourd'hui comme la politique du cabinet de Saint-Pétersbourg ; c'est lui qui alarme M. Thiers et qui donne tant de soucis à M. le comte de Beust.

La définition exacte de ce panslavisme actuel serait donc celle-ci : le programme politique des nations slaves, pour devenir indépendantes en s'appuyant sur la Russie. C'est un *panslavisme russe*.

Constatons d'abord que l'idée de s'appuyer sur la Russie n'est pas chez les Slaves un principe, mais n'est qu'un *moyen* politique. Les Slaves du Sud et de l'Occident se croient dans une position sans issue, par suite du morcellement des États et du partage de chacun de leurs groupes entre plusieurs puissances ; ils se sentent trop faibles pour conquérir, seuls, leurs droits nationaux les plus légitimes et un régime de liberté politique. Ils cherchent donc un appui, cela est clair, pour lutter avec succès contre la Turquie et l'Autriche.

Les uns se tournent vers les puissances Occidentales. Les gouvernements de Paris et de Londres ont bien maintes fois reconnu la légitimité des aspirations des sujets du Sultan ; ils ont bien soutenu les Grecs lors de la guerre d'indépendance. Mais, à côté de cela, l'histoire nous rapporte des conversations du prince Potemkin avec M. de Ségur, des propositions que sir Hamilton Seymour a écoutées de la part de l'empereur Nicolas, sur d'autres solutions de la même question d'Orient ; et la politique actuelle de ces puissances n'est certainement ni fixe, ni nette ; leur versatilité, au contraire, a fait plus d'une fois les affaires de la Russie.

Quant aux peuples soumis à l'Autriche, ils voient d'abord que bien des changements de ministère et de constitution se font sans leur apporter de garantie quelconque. Après le cruel essai de 1848-1849, quand les Ruthènes, les Slowaks et autres peuples slaves se furent laissés égarer par une politique (que nous ne qualifierons plus, espérant bien qu'elle est à jamais abandonnée), quand ils se furent opposés aux Hongrois et aux Polonais, pour soutenir l'absolutisme qui, — leur fit-on croire, — leur deviendrait bienveillant ; quand ils ne rencontrèrent néanmoins, après le succès, que des répressions aussi aveugles qu'auparavant, ne s'explique-t-on pas, sans le justifier, un sentiment de dépit, un mouvement national d'aversion et d'animosité qui les tournerait du côté de la Russie ? N'a-t-on pas vu, après 1846, des Polonais même aimer mieux le despotisme moscovite que le règne de violence et de crimes politiques du prince de Metternich et du comte Stadion !

La tentation de chercher un appui en Russie persiste donc, et le panslavisme russe existe, menaçant l'Europe et essayant de corrompre l'esprit national des Slaves. Mais, pour que ce panslavisme pût répondre aux conditions que nous venons d'étudier, il faudrait, au point de vue de la race, que la Russie fût slave. Nous avons vu le contraire. Il faudrait, au point de vue du sentiment politique, qu'elle pût garantir aux nations slaves un développement libre de leurs nationalités et un régime politique préférable à leur régime actuel ; et l'on sait ce qu'on peut en attendre. Que deviendrait l'avenir des peuples sous cette protection ? Il deviendrait une inconnue plus terrible que la solution de n'importe quelle question sociale ou politique actuelle, car ce serait jouer le tout pour le tout. Les partis slaves, réputés amis de la Russie doivent réfléchir bien souvent sur ce point capital. La moitié peut-être des pèlerins de Moscou craignaient de s'avouer à eux-mêmes ce que le Congrès préparait aux générations futures. C'est que, malgré tout, malgré la ruse moscovite et la naïveté volontaire des députés, ils y ont vu plus qu'on n'a voulu leur montrer ; ils savent plus que ne leur ont dit ou enseigné les Russes. C'est que, dans l'histoire du passé et dans la politique du présent, comme dans le programme de l'avenir, partout ils rencontrent la Pologne et, avec la Pologne, l'idée de liberté politique et d'indépendance nationale qu'elle représente.

M. Charles de Mazade nous a montré déjà la Russie luttant avec la question polonaise, en tant que puissance européenne ; nous ajoutons que, en tant que puissance slave, la Russie est rongée par le polonisme. De même que toutes les nations slaves se heurtent contre la question polonaise dans toute solution politique de leur avenir, de même elles se butent contre la lutte nationale des Polonais contre les Russes, en tant surtout qu'elles aspirent à une fédération des peuples slaves. Oui, si le panslavisme n'est pas encore un fait accompli, c'est que la nation polonaise l'a rendu impossible par cette lutte dont, l'année dernière, nous avons compté le centième anniversaire !

VI

J'arrive ainsi à parler de mon pays, à montrer la Pologne comme le champ de bataille des futures destinées des Slaves, — pour en conclure avec M. Charles de Mazade, qu'elle sera aussi le champ de bataille des futures destinées européennes.

Comme état politique, la Pologne a eu pour mission de servir de

boulevard à la chrétienté contre les invasions des Tartares ; aujourd'hui encore, — les Russes le disent bien souvent, — elle tient en échec toutes les forces de leur Empire. Mais elle constitue aussi une *nation polonaise*, — comme on dit nation belge, nation suisse, — une nation politique, *elective*, pour nous servir des termes de M. Émile de Laveleye ; une nation où trois différentes populations (les Polonais, les Lithuaniens, les Ruthènes) sont unies par le culte d'un passé commun, par l'accord des intérêts, par la similitude des mœurs, des idées et de tout ce qui fait la vie intellectuelle. La base de leur droit fut toujours la liberté politique et sociale de l'individu, l'égalité de tous les citoyens ; la Ruthénie et la Lithuanie se sont confédérées de bon gré, librement et d'égal à égal, en 1413 et 1569. La culture a fait de nous une nation civilisée ; de là, contradiction flagrante et lutte incessante avec la Russie, qui est encore aujourd'hui un État barbare ; et dans cette lutte, les armées russes qui nous oppriment, nous sont moins dangereuses et moins odieuses que ces brigades de nihilistes qui, sous le nom de commissaires *ad hoc*, parcourent le pays pour y saper les liens de la famille, la propriété individuelle et jusqu'au sentiment religieux.

Mais, pour ne pas sortir de mon sujet, je dois me borner à n'envsager cette lutte qu'au point de vue slave et européen. Eh bien ! tout patriote éclairé, à quelque pays qu'il appartienne, doit savoir que, dans la lutte avec la Pologne, les Russes ne respectent pas plus les droits politiques que les éléments nationaux. Pourquoi donc les respecteraient-ils davantage chez les autres peuples slaves ? Quand les hommes politiques slaves étudient et approfondissent le problème, ils en arrivent bientôt à redouter pour leur pays la concurrence que *la commune russe* livrerait à leur propriété individuelle et à leur vie de famille ; ils redoutent, pour leur clergé patriotique, l'influence de *popes* fanatiques, ignorants, serviles envers le pouvoir ; ils ne se sentent attirés, ni par *la liberté russe*, car il n'y a que de la licence, favorisée seulement quand elle s'attaque aux mœurs et aux bonnes coutumes ; ni par l'égalité devant le knout, ni par la fraternité dans l'obéissance aveugle au Tsar, père commun et Dieu visible !

Certes, l'état actuel de la Pologne, la position de tous ses enfants fidèles à la patrie et à la civilisation, doivent soulever chez les Slaves bien des réflexions sur un régime qu'on leur propose de substituer aux vexations turques ou aux tracasseries bureaucratiques des Allemands ; mais j'ai dit aussi que, comme nation slave, la nation polonaise entrave le panslavisme. C'est que, dans sa constitution politique et dans son histoire, la Pologne, en se confédérant

avec les Ruthènes librement et d'égal à égal, en s'associant avec les Lithuaniens par un lien intellectuel et réellement moral, a posé la base d'une confédération de Slaves, bien différente de celle à laquelle tend la Russie. Dans l'histoire polonaise, sous le sceptre de la vaillante race des Jagellons, on a été bien près d'un panslavisme occidental, c'est-à-dire, d'une fédération des Slaves de l'Occident; mais ce devait être une union libre, fraternelle, ne s'attaquant à personne, ne demandant qu'à être respectée. Quiconque revient aujourd'hui au panslavisme, se heurte contre cette idée qui, sans avoir été réalisée dans l'histoire, reste encore présente aux esprits. Une tradition, qui nous donne des aspirations vers un passé glorieux, nous oblige à être dignes de nos prédécesseurs, et c'est surtout pour cela que la Russie, à part ses agents salariés et les ignorants, n'a pas d'amis sincères dans les pays slaves!

Malheureusement, la politique au jour le jour a des attraits : plus d'un parti croit être habile en se déclarant ami de la Russie et prêt à s'y unir, pour obtenir quelques concessions obstinément refusées à Vienne ou à Constantinople. C'est un jeu dangereux, bien dangereux ; car on favorise ainsi les projets de la Russie, plus qu'on ne le voudrait, plus qu'on ne le pense. Nous ne nous laisserons pas de le répéter.

Supposons, pour un instant, la Russie au comble de ses désirs : puissance panslave, ayant plus de soixante millions de Slaves, et près de cinquante millions de Touraniens, — une Russie de cent vingt millions d'habitants, régie aussi autocratiquement qu'aujourd'hui, sans même qu'elle ait à ses flancs une Prusse possédant dans son pangermanisme la Hollande, la Lorraine et l'Alsace et au midi, un Empire latin sous la main d'un César. Cette politique aboutit pourtant fatalement à l'assujettissement de l'Europe sous trois colosses. Ne voit-on pas son influence funeste sur la civilisation moderne? L'histoire de la Sainte-Alliance et de ses interventions est bien récente; les réactions prussiennes en 1849 ne sont pas oubliées non plus, et les éloquents chefs de l'opposition française prêcheraient-ils dans le désert, quand ils exposent en quoi et comment le manque de liberté politique influe sur l'état intellectuel d'un pays, et même sur ses relations économiques? A l'heure qu'il est, qu'est-ce donc qui empêche l'Europe Occidentale de s'adonner à de paisibles réformes sociales, de calmer, de régler tous les intérêts qui s'y font jour, toutes les réclamations qui se produisent et qui aboutissent aujourd'hui à de dangereux appels à la force, tandis que ce n'est pas la force qui peut les résoudre ni les satisfaire? Cet état de paix militaire, ces armements prodigieux,

seraient-ils possibles, si la liberté et la sécurité florissaient en paix dans l'Europe Orientale? On épuise ses forces physiques, on perd son ascendant moral, pour ne pas avoir su trouver le nœud de la situation, pour ne pas avoir reconnu que, dans toutes les questions qui s'agitent et qu'on appelle : question d'Orient, question de l'île de Crète, question de l'indépendance Hellénique, question Polonaise, question Hongroise, — comme dans les difficultés qui s'élèveront bientôt sous le nom de : question des provinces Baltiques (provinces allemandes de la Russie), et dans toutes celles que l'on réunit sous le nom générique de panslavisme, — il n'y a au fond que la lutte avec l'idée moscovite, avec l'idée des conquêtes barbares et de la domination du plus fort ; et que dans cette lutte, c'est la Pologne qui résiste, sans être soutenue par le gros de l'armée. — Il n'est pas nécessaire de répéter ici la conclusion de tous les cours d'histoire universelle ni d'appuyer sur ce fait que les nations, en contractant des liens intimes, réagissent de plus en plus sur leur développement général. Et je ne puis douter enfin que le sentiment, qui dans l'offense faite à un homme découvre une menace pour tous, ne fasse voir que la justice et le droit ne peuvent rester violés au détriment de tout un peuple, sans conséquences funestes pour l'humanité.

Quand on parle de sauver l'Autriche du danger dont la menace le panslavisme, cela me fait l'effet d'un égoïste qui parlerait de garantir une seule maison dans un incendie qui doit consumer une ville entière. Avec le triomphe complet de la Russie, le nom même de l'Autriche disparaîtrait, cela est clair ; mais montrez-moi ce qui resterait de la civilisation française en Europe.

M. Victor Bonnet, dans son article sur le panslavisme, considère le rétablissement de la Pologne comme l'unique et l'infailible moyen d'éviter la prépondérance absolue de la Russie dans les affaires européennes. Ses expressions sont nettes et précises ; il demande, ni plus ni moins, le rétablissement de la Pologne dans ses limites antérieures au premier partage. Il indique que, du train dont marche l'extermination de tout ce qui est national en Pologne, le temps presse ; puis, sous forme de dilemme, il pose cette question à la France : Veut-on la paix à tout prix ? qu'on sacrifie à la Russie la Pologne comme l'Autriche ; qu'on ne protège plus la Turquie ; qu'on attende ce que va faire la Russie, et qu'on abdique de son côté le titre de puissance européenne, de champion de la civilisation et du progrès. Sinon, — car la Russie va devenir gênante, quand elle aura à sa disposition l'Adriatique et la Méditerranée, — si l'on tient à défendre la civilisation moderne, qu'on fasse la guerre à la Russie

et qu'on ne remette l'épée dans le fourreau qu'après avoir atteint pleinement son but et rétabli la Pologne.

C'est au prix du rétablissement de la Pologne que l'Europe aura la paix, la sécurité et la liberté; je ne fais encore ici que commenter les paroles de M. l'abbé Henri Perreyve : *La justice et la paix.*

Cette conclusion est bien nette, mais avouons qu'elle est triste. Il faudrait plus que de la prescience pour apercevoir dans la diplomatie actuelle une velléité de rétablir la Pologne avec un programme exactement arrêté. Mais, si la Pologne n'existe pas, la Russie va-t-elle dominer l'Orient et le centre de l'Europe? va-t-elle de sa main rude peser sur le développement intellectuel et économique des autres races, et les habituer au nihilisme le plus radical? Tel serait le résultat, si elle sortait victorieuse de la lutte. Mais, comme ce n'est qu'au prix de l'anéantissement de la Pologne, comme ce n'est qu'après l'avoir effacée de nos cœurs et non de la carte, après avoir *refondu notre âme*, comme le veut le prince Tscherkaskoï, que la Russie pourrait implanter partout le panslavisme et arriverait par là à donner des lois à l'Europe, je ne crains pas de garder un meilleur espoir et de dire avec l'éloquent et profond professeur de philosophie à l'université de Liège, M. Alphonse Le Roy, « qu'un » peuple dont la foi religieuse se confond avec son amour de l'in- » dépendance, un tel peuple ne meurt pas. »

LÉON SYROCYNSKI.



INSTYTUT
BADAŃ LITERACKICH PAN
BIBLIOTEKA
00 330 Warszawa, ul. Nowy Świat 72
Tel. 26-68-63

6-III - 27 11



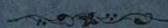
REVUE DE BELGIQUE

(Littérature : roman, poésie, critique; histoire, sciences sociales, philosophie, beaux-arts, bibliographie, etc.)

PARAISANT LE 15 DE CHAQUE MOIS

PAR LIVRAISONS IN-8° DE 80 A 90 PAGES DE TEXTE

FORMANT 3 VOLUMES IN-8° PAR AN



PRIX D'ABONNEMENT :

POUR LA BELGIQUE	fr.	12	PAR AN.
» LA FRANCE ET L'ITALIE		18	»
» LES PAYS-BAS		15	»
» L'ALLEMAGNE ET LA RUSSIE	th.	4 1/2	»
» L'ANGLETERRE	sh.	15	»

On s'abonne à Bruxelles, au bureau de la REVUE, 17, montagne de Sion

ET CHEZ LES PRINCIPAUX LIVRAIRES DE LA VILLE, DU PAYS ET DE L'ÉTRANGER.

Il est rendu compte de tout ouvrage dont un exemplaire aura été envoyé.

Sommaires des six premières livraisons.

1^{re} LIVRAISON. — 15 JANVIER 1869.

INTRODUCTION. — ÉMILE DE LAVELEYE, de l'Utilité du Théâtre. — ÉMILE LECLERCQ, le Fils de la Voisine. — CH. POTVIN, Poésies. — MAX VEYDT, Chronique. — BIBLIOGRAPHIE : Belgique. — Allemagne. — France.

2^e LIVRAISON. — 15 FÉVRIER 1869.

BERGENROTH, Jeanne la Folle. — ALFRED MICHIELS, Rubens en Italie. — ÉMILE LECLERCQ, le Fils de la Voisine. — P. MALLET, Deux Expositions particulières à Bruxelles. — MAX VEYDT, Chronique.

3^e LIVRAISON. — 15 MARS 1869.

L. VANDERKIN ERE, Les Phénomènes de l'Inconscience. — ÉMILE LECLERCQ, le Fils de la Voisine. (Fin.) — CH. POTVIN, De la Traduction des Poètes. — CH. LEMONNIER, Chronique parisienne. — GUSTAVE COUTOUY, Lettres d'Espagne. — MAX VEYDT, Chronique. — NÉCROLOGIE, Lamartine, Bergenroth, Dautzenberg. — BIBLIOGRAPHIE.

4^e LIVRAISON. — 15 AVRIL 1869.

J.-C. HOUZEAU, l'Europe et l'Amérique. — CHARLES RAHLENBECK, Ernest de Mansfeld. — ÉMILE DE MOT, Quelques Mots sur la Juridiction militaire. — MAX VEYDT, Chronique. — F. V. M., Jeanne la Folle. — G. J. DODD, Bulletin flamand. — REVUE LITTÉRAIRE.

5^e LIVRAISON. — 15 MAI 1869.

CH. POTVIN, La Vie et les Pamphlets du moine Rather, évêque de Liège et de Verone (mœurs du 10^e siècle). — FERDINAND GRAVRAND, la Couleur de la lune. — M^{me} MARIE SWEERTS, la Perdrix. — Jeanne la Folle. — Bulletin germanique. — REVUE LITTÉRAIRE.

6^e LIVRAISON. — 15 JUIN 1869.

J.-C. HOUZEAU, l'Europe et l'Amérique. — M^{me} MARIE SWEERTS, la Perdrix. (Suite). — ERNEST DE FUISSEAU, des Chambres de Commerce en Belgique. — ÉMILE LECLERCQ, William Burger (Théophile Thoré). — HENRI DELMOTTE, Poésie. Malines-Rome (1866 et 1869). — MAX VEYDT, Chronique. Pan-Germains, Pan-Latins. — CH. POTVIN, les Paons. — REVUE LITTÉRAIRE. — ORBERIC, Nouvelles à la main.

F
5647